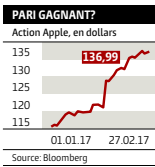


Economie & Finance

Warren Buffett mise sur Apple
Berkshire Hathaway a acheté 120 millions d'actions Apple en 2017, a déclaré son patron Warren Buffett. Le milliardaire ne voit pas de «bulle» sur les actions américaines.



FRÉDÉRIQUE REEB-LANDRY
Nouvelle directrice de la Chambre de commerce genevoise (CCIG)
L'actuelle présidente du Groupement des entreprises multinationales (GEM) et directrice chez P&G Suisse succède à Jacques Jeanneret qui a quitté ses fonctions après 17 ans d'activité.



+0,3%

LE NOMBRE DE PLACES DE TRAVAIL S'EST ÉLEVÉ À 4,912 MILLIONS EN SUISSE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2016, EN HAUSSE DE 0,3% SUR UN AN.
En équivalent plein-temps, le volume d'emplois se chiffrait au total à 3,843 millions (+0,1%) par rapport au quatrième trimestre 2015, selon l'OFS.

SMI	8520,56	-0,06%	Dollar/franc	1,0058	↓
Euro/franc	1,0678	↑	Euro/dollar	1,0618	↑
Euro Stoxx 50	3309,30	+0,16%	Libre st./franc	1,2536	↓
FTSE 100	7253,00	+0,13%	Baril Brent/dollar	56,23	↑
			Once d'or/dollar	1257	↑

Les robots entrent au parlement

TECHNOLOGIE A Berne et à Bruxelles, le débat sur les conséquences de l'intelligence artificielle s'accélère. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) prépare un rapport pour cet automne. Le débat n'oppose pas la gauche et la droite. Pour l'instant

SERVAN PECA ET ADRIÀ BUDRY CARBÓ
@servanpeca et @AdriaBudry

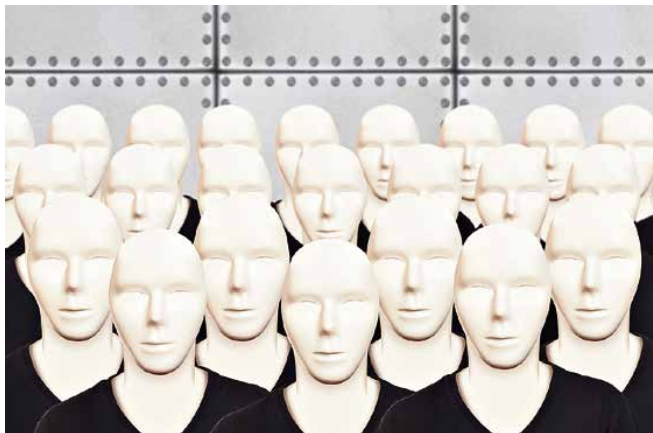
Cette fois c'est officiel. Les robots font leur entrée au Palais fédéral. Lundi, c'est Lisa Mazzone qui leur a ouvert la porte. La conseillère nationale (Verts/GE) a déposé un postulat demandant au Conseil fédéral «un rapport sur l'imposition des robots utilisés dans l'économie».

Lui emboitant le pas, Jean Christophe Schwaab (PS/VD) fera de même cette semaine. Objectif: évaluer l'impact de la numérisation sur la fiscalité et les assurances sociales. Même s'il affirme «ne pas faire partie des pessimistes. L'économie va continuer à créer des emplois, mais la question est: Qu'est-ce qu'on fait des gens largués?»

Si les questions fusent à Berne, les machines ont en réalité déjà un pied au parlement. Déposé en 2015, le postulat du conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) ne se limite pas à la question des robots. Il charge le Conseil fédéral d'élaborer un rapport sur les «processus d'automatisation en cours dans notre économie». Selon le socialiste, ce document doit évaluer quels sont les secteurs les plus menacés et, surtout, quelles seront les conséquences sur le marché de l'emploi et sur le système de sécurité sociale.

Le Conseil fédéral et le Conseil national ont accepté son postulat. Un rapport a été commandé au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) et le gouvernement livrera sa réponse lors de la session d'automne. Des travaux qui traiteront des questions de personnalité juridique, voire de taxation des robots, précise le Seco.

Ces avancées pourraient toutefois être freinées. Comme pour



A partir de quand une machine devient-elle un robot? Avant d'envisager de taxer ces derniers, il faudra encore se mettre d'accord sur cette question essentielle. (ANDREYU/123RF)

bien d'autres enjeux réglementaires, la taxation des robots comporte le risque d'un *Alleingang* (voie solitaire). Quel Etat voudra être pionnier, au risque de faire fuir l'innovation et les investissements dans d'autres contrées?

Bruxelles en avance

«Il est important de faire partie de cette dynamique, rétorque Lisa Mazzone. Ne rien faire serait dramatique pour la paix sociale. Le développement technologique diminue les contributions aux caisses sociales au moment où on en aura le plus besoin.» A Bruxelles, rappelle-t-elle, le débat est un peu plus avancé qu'à Berne. Le Parlement européen a adopté

la semaine dernière un texte de la députée européenne Mady Delvaux. La Commission européenne a trois mois pour en évaluer le contenu. Son évaluation précèdera celle du Conseil fédéral.

La socialiste a déjà précisé que le principe d'une taxation, qui plus est pour financer un revenu universel – une idée reprise par Benoît Hamon, candidat à la présidentielle française – est controversée. Mais selon elle, la mesure la plus urgente est la mise sur pied d'un registre qui définit des critères de classification des robots.

Même s'il préférerait de nouvelles taxes sur le capital plutôt que sur les robots, Jean Christophe Schwaab regrette que l'ar-

gument de la compétitivité puisse devenir «un prétexte à l'inaction. Il y a, en ce moment, de sérieuses tentatives d'uniformiser les différentes bases d'imposition à l'international.» Le député socialiste songe à l'OCDE. L'organisme international est considéré comme l'un des seuls capables de déclencher un élan international concerté.

L'OCDE réservée

Sauf que l'OCDE se montre réservée. Selon Stefano Scarpetta, chef de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, «la part des emplois menacés d'automatisation est beaucoup plus faible» que ce que

TERMINOLOGIE

Qu'est-ce qu'un robot?

A partir de quand une machine devient-elle un robot? C'est la première question à laquelle il s'agira de répondre, dans la perspective de la création d'une personnalité juridique électronique. Dans le postulat qu'il s'approprie à déposer, le conseiller national Jean Christophe Schwaab (PS/VD) pose le décor: «A l'heure actuelle, aucune piste [de modification de la fiscalité] ne peut être mise en œuvre, ne serait-ce qu'en raison des difficultés à définir exactement ce qu'est un robot.» En clair, faut-il taxer les caisses automatiques dans les supermarchés? Qu'est-ce qui permet d'éviter aux aspirateurs – qui contiennent des éléments de robotique – de devoir passer à la caisse?

Une machine est-elle un robot parce qu'elle remplace des emplois? Parce qu'elle est connectée? Ou parce qu'elle est capable de progresser? Le professeur de droit fiscal Xavier Oberson propose de retenir les critères de l'autonomie et du processus de prise de décision des robots. Deux évolutions leur permettant d'entrer directement en compétition avec les humains sur certaines activités, explique-t-il dans son étude *Taxer les robots?* publiée la semaine dernière.

En outre, le fiscaliste rappelle que plusieurs organisations ont développé des standards dans le domaine. Par exemple: une norme ISO définissant «les termes relatifs aux robots et composants robotiques fonctionnant dans des environnements industriels et non industriels». ■ S. P. ET A. B. C.

certaines prédictions annoncent. En moyenne, «seuls 9% des postes de travail présentent un risque élevé d'automatisation».

Le débat ne fait donc que commencer. Et en ce moment, ce sont surtout des socialistes qui le portent sur la place publique. «Le PLR en discute régulièrement, contredit Fathi Derder. Plusieurs interpellations ont déjà été déposées sur la numérisation de l'économie». Pour le conseiller national (PLR/VD), il faut à tout prix éviter «un débat gauche-droite datant du XIXe siècle pour anticiper des enjeux de ce siècle ou du prochain». Son maître mot? Anticipation. «On ne peut pas appliquer le modèle fiscal actuel à un

système que l'on ne connaît pas encore. Il faut le réinventer.»

A droite pourtant, certains ont déjà un avis tranché. «Il ne faut pas imposer les robots», tranche Jean-François Rime (UDC/FR) dans la *Tribune de Genève*. Pour le président de l'Union suisse des arts et métiers, une telle taxe tuerait l'industrie. «Les salaires sont deux fois plus élevés en Suisse qu'à l'étranger et nous utilisons la robotique pour économiser de la main-d'œuvre.»

«La première étape, tempère Lisa Mazzone, c'est d'étudier la possibilité d'une taxe.» La question, plus colorée politiquement, de la redistribution de cet impôt «ne viendrait que dans un deuxième temps». ■

PUBLICITÉ



HUBLOT

**BIG BANG FERRARI
KING GOLD**



HUBLOT

BOUTIQUES
GENEVE • LUZERN • ZÜRICH • ZERMATT



OFFICIAL WATCH
SCUDERIA FERRARI